

«L'essence de l'université, c'est la mobilité, le Brexit ne doit pas remettre cela en cause»

Vincent Blondel, recteur de l'UCL, s'inquiète pour l'avenir de la recherche européenne, qui menace de s'assombrir sous l'effet conjugué du Brexit et de tours de vis budgétaires.

FRÉDÉRIC ROHART

Le recteur de l'UCL monte au front pour sauver la recherche européenne. Vincent Blondel a pris la tête en juin du lobby européen des «universités à haute intensité de recherche». Avec un mot d'ordre: l'Europe doit être (beaucoup) plus ambitieuse pour la recherche. The Guild – c'est le nom de l'association (AISBL), qui regroupe 19 universités européennes – est encore dans sa prime jeunesse. Avec l'objectif de donner du coffre aux universités à une époque de montée des populismes... et de pressions budgétaires.

«Nous sommes inquiets des impacts potentiels du Brexit sur la recherche et la science en Europe», souligne Vincent Blondel en marge d'une réunion à Ixelles avec son conseil d'administration. L'association a été créée l'an dernier, trois semaines avant que les Britanniques se prononcent en faveur du Brexit. Depuis, la sortie de ce pays, un moteur dans le domaine, l'occupe particulièrement. «Le Royaume-Uni représente 20% des dépenses de recherche, ça va

avoir un impact», souligne Vincent Blondel. «Sur la mobilité étudiante, notamment, sur les équipes, les chercheurs, bien sûr. Quand on regarde le nombre de publications scientifiques conjointes, le Royaume-Uni est l'un des premiers pays avec lesquels les chercheurs belges collaborent».

La perspective d'un rétrécissement des échanges avec les meilleures universités d'Europe serait potentiellement dévastatrice pour la recherche européenne. «L'idée de la collaboration et des échanges est à la base de l'université. À la fondation de l'Université de Louvain, il y a 600 ans, nous avions des professeurs venus de Cologne, de Paris. L'essence des universités, c'est la mobilité. Le Brexit ne devrait pas remettre cela en cause.» Si la participation aux programmes de recherche européens est ouverte à des non-membres de l'Union, un Brexit «dur» en matière de mobilité des personnes compliquerait considérablement les échanges.

Pression budgétaire

L'autre risque qui pèse sur la recherche européenne est budgétaire, souligne le recteur. Cet été, les États membres – réunis au sein du conseil, ont proposé de réduire la caisse du principal fonds de recherche européen, Horizon 2020, d'un demi-milliard d'euros dans le budget de 2018.

La question sera tranchée dans le courant du mois de novembre, et il s'agit pour Vincent Blondel et l'association qu'il préside de tenter de faire infléchir cette position d'ici là. «C'est facile pour les États membres de proposer de réduire les fonds de recherche parce que ce n'est pas de l'argent redistribué des fonds agricoles ou des fonds structurels», souligne Tomasz Rusek, Head of Policy chez The Guild: l'aide à la recherche est distribuée au mérite. Pourtant, en analysant les effets du dernier cadre de financement de la recherche (2007-2013), la Commission européenne estime que chaque euro investi dans la recherche a généré 11 euros de retours directs et indirects. Des coupes affecteraient la crédibilité de la «machine scientifique de niveau mondial» que l'Europe cherche à devenir, estime The Guild.

Et la suite pourrait se corser. Avec le Brexit, le budget de l'Union perd un contributeur important, et la Commission européenne travaille sur la préparation du prochain cadre budgétaire multiannuel. Dans un rapport rendu au printemps, l'ancien patron de l'OMC Pascal Lamy appelait l'Union à doubler ses fonds de recherche. «Ce serait une amélioration. Si vous doublez mon budget je serais assez heureux», sourit Vincent Blondel. En espérant que les pays membres de l'Union changeront d'état d'esprit d'ici là.